

30 mars 2011 | Le Droit

La fusion de deux écoles se confirme

Le projet de fusion annoncé en janvier dernier entre deux écoles élémentaires du Conseil des écoles catholiques du CentreEst (CECCE) a été approuvé à l'unanimité par les membres de la table politique du conseil scolaire lors de leur dernière réunion mensuelle. L'école élémentaire catholique Le Petit Prince dessert les jeunes élèves de la maternelle à la 3e année alors que l'École élémentaire catholique Vision Jeunesse accueille ceux de la 4e à la 6e année. Les deux écoles occupent présentement les locaux de l'ancienne école secondaire André-Laurendeau sur la rue McArthur, à Ottawa. Les deux établissements scolaires seront donc fusionnés pour ne former qu'une seule école de la maternelle à la 6e année, et ce, pour la rentrée scolaire 2011-2012. Les communautés scolaires seront à nouveau consultées ce printemps afin de déterminer le nom de la nouvelle école fusionnée.



Le 10-10 (10h à 22h)
 chez **Toyota Gatineau**
 aujourd'hui
 Nous payons la tps

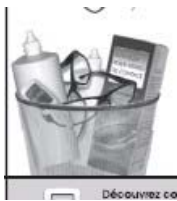
DERNIÈRE CHANCE

Taux d'intérêt à partir de **0%**

Rabais allant jusqu'à **4 000\$**

Remise en argent jusqu'à **1 000\$**

+ OBTENEZ UN GPS GRATUIT À L'ACHAT D'UN VÉHICULE



LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

NOUVELLE DE L'HEURE

JOJO ET BRIAN ST-PIERRE SE PARTAGENT LES HONNEURS

25 MARS 2011

Benjamin Vachet

OTTAWA | Plusieurs artistes de l'Est ontarien étaient en compétition lors du 6e Gala des Prix Trille Or, les mercredi 23 et jeudi 24 mars derniers, à l'école Béatrice-Desloges, à Ottawa. Parmi les candidats en course, Jojo et Brian St-Pierre ont chacun remporté un prix, tout comme Le Diable aux Corsets.



[Agrandir](#)

Adversaires dans les catégories « Meilleur spectacle jeune public » et « Meilleur album jeune public », Brian St-Pierre et Jojo se sont quittés bons amis à l'issue du 6e Gala Trille Or. Selon Brian St-Pierre, ils ont même « fêté ensemble » leurs récompenses. Il en aurait fallu bien plus pour altérer la belle complicité qui unit les deux artistes et qui les a notamment vus travailler ensemble pour les deux premiers albums de Jojo.

Cette fois, c'est Mary Lambert, une artiste pour enfant de la région de Kingston, qui a signé les paroles et la musique de l'album « Le Camion Rouge ». Il a valu un troisième Trille Or à l'artiste de Hammond qui ne cachait pas sa joie d'être ainsi honorée pour le « Meilleur album jeune public ».

Si le prix du « Meilleur album jeune public » lui a échappé, Brian St-Pierre a pu se consoler avec celui du « Meilleur spectacle jeune public », comme en 2009 avec Réveille.

Également nommé dans cinq catégories, Le Diable aux Corsets a dû se contenter d'un Trille Or pour le meilleur site Web. Toutefois, Mélisse Racine, de Casselman, se montrait avant tout satisfaite d'avoir été nommée. Quatrième groupe de la région en lice, Mastikédigère est, pour sa part, reparti du gala les mains vides, mais gageons que le groupe aura d'autres occasions de revenir, vu son talent.

Le grand gagnant de cette 6e édition du Gala Trille Or a sans aucun doute été Damien Robitaille, qui a remporté six prix, dont celui du « meilleur auteur-compositeur » et celui de l'« Interprète masculin par excellence ». Louis-Philippe Robillard est reparti avec cinq trophées, dont ceux des catégories « Découverte », « Prix Radio-Canada pour la chanson primée » et « meilleur vidéoclip ». Enfin, Swing a été élu « meilleur groupe » et Andrea Lindsay « Interprète féminine par excellence ».

Le gala a également honoré l'ancien enseignant de l'École secondaire catholique de Plantagenet, originaire de la région de Hearst, Donald Poliquin, pour l'ensemble de son œuvre.

[Retour](#)

30 mars 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI

Le budget ontarien laisse les entreprises sur leur faim

porfali@ledroit.com

Philippe Orfali porfali@ledroit.com

Prudent, le budget... Même un peu trop au goût des entreprises ottaviennes. Le budget provincial présenté hier à Queen's Park a peu à offrir aux entreprises de la région, tout en ne mettant pas suffisamment l'accent sur le transport en commun, ont estimé hier les deux principales chambres de commerce.

« Pour tout dire, il n'y a pas grand-chose de nouveau cette année pour les entreprises », bien que les allègements fiscaux promis l'an dernier se poursuivent, a lancé d'entrée de jeu Erin Kelly, directrice générale de la Chambre de commerce d'Ottawa.

Quoi qu'il en soit, elle reconnaît que les investissements annoncés en santé et en éducation, dont 309 millions \$ pour créer 60 000 nouvelles places dans les établissements postsecondaires ontariens auront un impact positif sur Ottawa, une région qui compte trois universités et trois collèges.

La présidente-directrice générale du Regroupement des gens d'affaires (RGA) de la capitale nationale, Joanne Lefebvre, souligne qu'il s'agit d'un budget « très prudent », qui profitera avant tout à la classe moyenne.

« Les membres du RGA et la communauté d'affaires accueillent très favorablement les mesures qui visent à réduire le fardeau fiscal des Ontariens », dit-elle, même si elle regrette que rien n'ait été fait pour réduire les nombreuses formalités administratives auxquelles doivent se plier les petites et moyennes entreprises dans leur relation avec l'appareil provincial.

Festivals et autoroute

L'annonce d'une enveloppe de 6,5 millions \$ supplémentaires au profit des festivals et autres événements touristiques a été bien accueillie.

« Plus que n'importe quelle autre ville en Ontario, Ottawa va gagner avec cela en raison du nombre important de festivals que nous accueillons », a dit Mme Kelly.

L'élargissement d'un segment du Queen's Way entre l'échangeur de la 174 et la sortie de la rue Nicholas a du positif, selon Mme Kelly, mais les entreprises de la région et les résidents en général auraient eu plus à gagner si le gouvernement avait investi dans le transport collectif, dit-elle.

Cette vision est partagée par Errol Mendes, professeur de droit à l'Université d'Ottawa et observateur de la politique ontarienne.

« Bien plus que des autoroutes, c'est d'un transport en commun efficace dont a besoin Ottawa. « Le manque d'annonce à ce sujet me laisse perplexe. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

30 mars 2011 | Le Droit | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER

Une attaque de Lemieux met le feu aux poudres

SamuelBlais-Gauthier sbgauthier@ledroit.com Correspondant régional

Les premières flèches ont été décochées, hier dans la circonscription de Glengarry-Prescott-Russell opposant le député sortant Pierre Lemieux et sa rivale libérale Julie Bourgeois.

« Les libéraux votent contre le bien-être de nos pompiers volontaires . »

Ces paroles prononcées par le conservateur Pierre Lemieux ont suffi à mettre le feu aux poudres, alors que la campagne électorale débute à peine.

La candidate libérale Julie Bourgeois a vivement rappelé que son parti, l'an dernier, a présenté une mesure incitative similaire, sinon plus avantageuse, pour les pompiers volontaires, allant jusqu'à traiter Pierre Lemieux de « menteur ».

« Ce qu'a proposé le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, en 2010 faisait clairement mention d'un crédit d'impôt pour les pompiers volontaires. Et un crédit remboursable, contrairement à ce qui a été présenté dans le budget des conservateurs », a affirmé Julie Bourgeois.

Le Parti conservateur avait prévu dans son budget un crédit de 3000 \$ pour les pompiers volontaires, un montant incitatif similaire promis par les libéraux l'an dernier. Actuellement, ceux qui combattent le feu pour un service volontaire jouissent d'un crédit d'impôt de 1000 \$.

Julie Bourgeois n'a pas mâché ses mots.

« Le candidat conservateur Pierre Lemieux est aussi menteur que son chef quand il affirme que les libéraux veulent priver les pompiers volontaires d'un avantage fiscal de 3000 \$ », a riposté la candidate libérale.

Pierre Lemieux a aussitôt réagi par voix de communiqué en prônant une campagne positive, refusant toutefois de faire son mea-culpa à propos des accusations portées contre les libéraux, en lien avec le crédit d'impôt aux pompiers volontaires.

« J'espère que tous les candidats feront un effort concerté afin de maintenir une atmosphère ouverte, positive et professionnelle tout au long de la campagne. Il est important de débattre des enjeux qui importent aux membres de notre communauté. Cependant, nous devons nous assurer de ne pas attaquer le caractère et la personnalité de nos adversaires politiques », a déclaré le député sortant.

Julie Bourgeois a dit vouloir mener une campagne positive, mais n'entend pas rester les bras croisés devant ce qu'elle qualifie de fausses allégations.

Propos inacceptables

« Bien sûr que je souhaite une campagne positive, mais je ne vais pas me laisser manger la laine sur le dos. Des mensonges comme ceux proférés par Pierre Lemieux, je ne peux pas accepter cela », a répondu Julie Bourgeois.

En fin de journée, hier, le député sortant Pierre Lemieux a sorti une autre carte de sa manche.

« Il est bon de savoir qu'en 2002, mon collègue conservateur Rick Casson, a introduit le projet de loi C-325 qui prévoyait un crédit d'impôt pour le personnel volontaire de secours d'urgence, incluant les pompiers volontaires. Malheureusement, la proposition a échoué par une marge étroite de 95 en faveur et 99 contre. Il est bon de savoir que des 99 votes contre la motion, 95 provenaient du Parti libéral », a ramené sur le tapis Pierre Lemieux.

« Je m'engage à ce que cette initiative pour les pompiers volontaires soit maintenue et adoptée dans un prochain budget libéral. Dans une communauté rurale comme celle de Glengarry-Prescott-Russell, il est essentiel d'avoir des services d'urgence stables », a promis Julie Bourgeois.

Pareil pour Pierre Lemieux qui réitère que si son gouvernement est reporté au pouvoir, le même budget sera présenté, sans qu'une virgule ne soit changée.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com

À SURVEILLER: Cinquième match de SlamOutaouais dimanche, à 19h30 au café Le Troquet. Pour information: slamoutaouais@xittel.ca.



L'entêtement du maire

Étonnant, tout de même, l'entêtement du maire Bureau dans le dossier de l'aréna Guertin.

Le dernier coup de sonde montre que 30,4 % des Gatineau préfèrent voir l'aréna rénové plutôt qu'une nouvelle construction sur le site actuel (24,1 %), du projet de Brigil (19,5 %) ou du projet Montcalm (16,8 %).

Je crois que le message est clair puisque, si on fait le calcul, 54,5 % des Gatinois favorisent un projet sur le site actuel. Si on

ajoute les partisans du projet de l'homme d'affaires Gilles Desjardins, on obtient 75 %, soit trois résidents sur quatre ne veulent pas du projet du maire. Et pourtant, M. Bureau s'entête.

La plupart du temps, j'admire l'entêtement et l'acharnement des politiciens qui s'accrochent à leurs convictions. Mais dans ce cas, j'ai des doutes et des questions.

Mais qu'est-ce qui motive tant notre maire à s'accrocher à ce projet? Si c'est la volonté de tenir une promesse électorale,

soyez assuré qu'on ne vous en tiendra pas rigueur, M. le maire. Le projet Montcalm coûtera cher, très cher. Alors que celui d'une rénovation semble beaucoup plus viable, surtout que l'amphithéâtre demeurera là où il est actuellement.

Une 50 à quatre voies

L'autoroute 50 a refait surface dans l'actualité cette semaine.

Une 50 à quatre voies verrait le jour, mais seulement si le débit de voitures le permet.

C'est ce que le ministre Norm MacMillan a confirmé en conférence de presse cette semaine.

Le fameux débit mentionné par le ministre est de 10000 véhicules par jour. En ce moment, il est de 8000 véhicules par jour. «J'aimerais bien ça avoir un quatre voies, mais encore une fois, il faut le répéter, le nombre de véhicules sur la 50 n'a pas augmenté, on est toujours en bas de 10000 autos, a-t-il mentionné. [...] S'il y a plus de trafic, on va aller aux quatre voies, ça va être une priorité du

gouvernement.»

Évidemment, une «autoroute» à deux voies c'est un peu moins attrayant. Sans doute que si la 50 était déjà à quatre voies, on n'aurait pas cette discussion puisqu'il y aurait assurément un débit quotidien supérieur à 10000 véhicules.

Pour l'instant, j'espère simplement pouvoir emprunter l'autoroute 50 de Gatineau à Mirabel le plus tôt possible. Ensuite, pourquoi ne pas commencer immédiatement les travaux d'élargissement.

» EN BREF

LA SQ OFFRAIT LE DÉJEUNER



YVES SOUCY, LeDroit

Le déjeuner bénéfice de la Sûreté du Québec de la MRC Papineau a connu un autre franc succès. Les 245 repas servis par les policiers, et offerts par le restaurant Coq D'Or, à Plaisance, ont permis d'accumuler 4000 \$. Cette somme a été partagée entre le Comité régional du troisième âge de Papineau et la fondation OLO. Sur la photo, l'agent Stéphane Joannisse et le directeur du poste de la MRC Papineau, Sylvain Fournier, Ghislaine Langevin et Louise Bellemare, de la Caisse populaire Desjardins de la Petite-Nation.

PRIX DE LA RELÈVE



Lors de la Francofête, Impératif français a décerné son Prix de la relève Gaston-Lallement à des élèves de l'Outaouais et son Prix coup de Cœur à une personne ayant participé au concours de poésie. Les lauréats du prix sont Sana Ghouri, Catherine Brisebois, Félix Charron-Leclerc, Abir Marabet, Geneviève Auclair, Michel Prévost, Gabriel Cloutier, Angélique Delorme, Kyrá Ford, Esther Painchaud, Aimée Aubin, Maxime Boivin, Amélie Dalpé, Rock Vincent Guitard, Morgan Johnson, François-Xavier Lagacé-Bureau, Fériel Rahmani, Djamil Saad, Gabrielle Pfalzgraf-Reny, Vickie Farrugia, Émilie Tousignant-Laliberté et Hugues Pétrin. Le prix Coup de cœur a été décerné à Marie-Nicole Bruyère.

LEDROIT, LE MERCREDI 30 MARS 2011

UN NOUVEAU PATRON

La Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CREO) a un nouveau patron.

Melvin Jomphe, qui a dirigé la Fédération canadienne des municipalités pendant quatre ans, revient en quelque sorte à ses anciennes amours. M. Jomphe fut le chef de cabinet de Yves Ducharme, à l'époque maire de Hull, pendant une dizaine d'années.

LA VÉRITÉ CHOC

Comme tout le monde le sait, Françoise Boivin a entrepris sa campagne électorale. Elle a donc dû abandonner la coanimation de l'émission *La Vérité Choc*, sur les ondes de Vox. Pour les deux derniers épisodes de la saison, je remplacerai donc M^{me} Boivin aux côtés de Roger Blanchette. C'est donc un rendez-vous où nous discuterons de l'actualité régionale avec vous.

DÉVELOPPEMENT

ET PAIX

Plus d'une centaine de personnes ont participé au lancement de la campagne Carème de Partage organisé par les membres de Développement et Paix à l'oc-

casion de la campagne de financement annuelle de l'organisme de coopération internationale.

L'agent de projets pour Haïti, Normand Comte, a présenté le plan stratégique de l'organisme pour les projets appuyés dans ce pays.

L'objectif de cette campagne de financement est d'accumuler 500000 \$ dans notre région et 10 millions à l'échelle du pays.

Les personnes qui désirent contribuer peuvent le faire en ligne à www.devip.org.

BOURSES EN ESTHÉTIQUE

Epiderma dévoilait récemment les lauréates de la troisième édition des Bourses d'études en esthétique récompensant quatre étudiantes qui se sont distinguées.

Les quatre boursières de 2011 sont Kyla Pagé de La Cité collégiale d'Ottawa; Audrey Girard du Centre de formation professionnelle Bel-Avenir de Trois-Rivières; Vicky Tremblay du Centre de formation professionnelle Pierre-Dupuy à Longueuil, et Aline Tweini de l'École des métiers des Faubourgs-de-Montréal.

En plus d'une perspective d'emploi chez Epiderma au terme de leurs études, les lauréates ont reçu une bourse d'une valeur de 3500 \$.

RADIOTHON

Le 1670 AM, la radio communautaire enfant-ado de Gatineau-Ottawa ou maintenant appelée la «Radio Oxygène» peine à survivre.

La radio est effectivement exclue du programme d'aide aux radios communautaires du Québec. Les sources de financement de la station sont restreintes, puisqu'elle ne diffuse pas de publicité. Sa survie est menacée, en bonne partie dû aux coûts élevés de son installation de diffusion AM.

Pour assumer ses frais d'opération et le remboursement des coûts de l'installation de son site d'antenne à Gatineau, la radio enfant organise une série d'activités de financement.

L'équipe de la radio enfant-ado invite tous ceux et celles qui ont à cœur la formation des jeunes à soutenir cette initiative.

La radio tiendra deux radiothons en ondes pour atteindre son objectif de 3000 contributions de 20 \$. Les deux radiothons auront lieu les 1^{er}, 2, 8 et 9 avril.

À SKI POUR LES ENFANTS

Le Challenge de ski IGA, au profit du programme des petits-déjeuners de la Soupière de l'Amitié, qui a récemment eu lieu au camp Fortune a permis de récolter 20300 \$. Une soixantaine de skieurs ont pris part à l'événement et l'équipe gagnante était composée de Pierre Gravel, Raymond Pratte, Line Charette et Jean-Pierre Morin. L'équipe de Chabita est accompagnée sur la photo de Gaston Beberide, maître de cérémonie, et du président d'honneur Christian St-Jacques.



30 mars 2011 | Le Droit

Le Japon en « état d'alerte maximale



TOKYO – Le premier ministre japonais Naoto Kan a affirmé hier que son pays était en « état d'alerte maximale » pour tenter de contrôler la situation à la centrale nucléaire de Fukushima, endommagée par le séisme et le tsunami du 11 mars dernier.

« Désormais, nous allons continuer à la gérer en état d'alerte maximale », a-t-il déclaré lors d'un discours devant le Parlement.

Selon la police, plus de 11 000 corps ont été retrouvés depuis la catastrophe, mais le bilan définitif devrait dépasser les 18 000 morts. Les dégâts sont évalués à 310 milliards \$ US.

Dans ce contexte, les risques d'une catastrophe nucléaire sont toujours présents, alors que des traces de plutonium ont été détectées en cinq endroits autour de la centrale lundi. Les autorités ont assuré qu'elles étaient trop faibles pour représenter un risque pour la santé publique. « La situation est très grave, a toutefois commenté hier devant la presse le secrétaire général du gouvernement, Yukio Edano. Nous faisons tout notre possible pour limiter les dégâts ».

Il a reconnu que les normes de sécurité japonaises ne permettaient pas de protéger la centrale d'un tsunami de l'ampleur de celui du 11 mars. Une enquête de l'AP a démontré que l'opérateur de la centrale TEPCO avait négligé des éléments géologiques montrant qu'un puissant séisme, et par conséquent un tsunami, était beaucoup plus probable que ne le pensait TEPCO.

Associated Press

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

30 mars 2011 | Le Droit | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com

Un verrou compliquera la tâche des rats laveurs

Les rats laveurs en quête de restes de table ne pourront plus fouiller aussi facilement dans les bacs bruns des Gatinois cet été. La Ville a fait l'acquisition de verrous pour décourager les bêtes affamées, mais chaque citoyen doit se déplacer pour s'en procurer un.



ETIENNE RANGER, LeDroit

La Ville a fait l'acquisition de verrous pour décourager les bêtes affamées, mais chaque citoyen doit se déplacer dans un des cinq centres de services pour s'en procurer un.

Les résidents de Gatineau ont dû attendre plusieurs mois avant de pouvoir ajouter un dispositif de verrouillage sur leur bac brun, puisque le temps prévu pour débarrer les bacs lors de la cueillette n'avait pas été prévu dans les contrats octroyés aux compagnies Malex et Waste Management, qui prenaient fin le 31 décembre dernier.

À l'heure actuelle, 78 000 bacs pour matières compostables ont été distribués aux quatre coins de la ville. Les autorités municipales n'ont pour l'instant commandé que 8000 verrous, estimant que ce ne sont pas nécessairement tous les citoyens qui souhaiteront en avoir un.

Comme chaque verrou coûte 1,75 \$, la Ville a dépensé 14 000 \$ pour cette première commande. Le dispositif est offert gratuitement aux résidents qui souhaitent s'en procurer un, mais ils doivent se présenter dans l'un des cinq centres de services de la ville pour l'obtenir. Depuis le 1er janvier, le dispositif est toutefois automatiquement livré lors de la distribution des bacs aux citoyens qui n'en avaient pas encore.

Selon le service des communications de la Ville, 800 verrous ont déjà trouvé preneur, soit 10% de la quantité disponible. La Ville assure que d'autres commandes suivront si la demande le justifie.

La municipalité prévoit acheter de la publicité dans les journaux pour informer les citoyens de la disponibilité des verrous. Sur son site Internet, la Ville de Gatineau suggère également d'appliquer de la

crème au menthol autour du couvercle du bac brun pour repousser les petits animaux.

Vers blancs

Avec l'arrivée de l'été, les détestables petits vers blancs risquent aussi de refaire surface dans bien des bacs bruns. Pour éviter leur apparition, la Ville suggère d'emballer les restes de viande et de poisson dans du papier journal ou dans un sac de papier avant de les mettre dans le bac. Il est aussi possible de mettre les résidus au frais ou de les congeler jusqu'au jour de la collecte. Il est également recommandé de ne pas mettre de grandes quantités de liquide dans le bac, et de le garder à l'abri du soleil. Si des vers apparaissent, il faut les asperger avec de l'eau chaude, du sel, ou encore un mélange d'eau et de vinaigre.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Mar 2011 | Ottawa Citizen | BY roBert siBleY

Carleton board meeting cancelled as students block access 1

Group demands school steer clear of firms that do business with Israel

Carleton University administrators were forced Tuesday to abandon a meeting of the board of governors when approximately 200 students, yelling, chanting and shouting slogans about democracy, blocked access to the meeting room.



Bruno Schlumberger, The Ottawa Citizen

about 200 students, shouting slogans about democracy, blocked access to a Carleton University meeting room on Tuesday. A campus group, Students Against Israeli Apartheid, was involved in organizing the protest.

The students effectively occupied the atrium of Robertston Hall, preventing several board members from attending a meeting that included, among other agenda items, consideration of the university's operating budget. While campus safety staff were much in evidence, they were unable to ensure access to the meeting for arriving board members.

"Unfortunately, the student demonstrators would not allow a number of the board members to get through (the crowd) to attend the meeting," university spokesman Jason MacDonald said. That, he said, forced the administration to cancel.

The students claimed to be protesting the administration's decision to prevent them from attending the board meeting and to debate a motion calling on the university to divest pension funds from companies doing business with Israel.

A campus group, Students Against Israeli Apartheid, which was involved in organizing the protest, said the executive committee of Carleton's board of governors blocked a motion seeking debate on the issue from being added to the meeting agenda, and notified it that only a prearranged group of students would be allowed to attend the public meeting.

The administration has taken the position that its pension fund committee has already reviewed the university investment program. Last fall, Carleton amended the rules governing the plan to state that "environmental, social and governance factors should be considered in investment decision-making."

SAIA, however, wants Carleton to divest money from companies that deal with Israel, which they claim is violating international law in its relations with the Palestinians. The board's executive committee turned down the student motion because it felt the pension committee had already addressed the issue.

SAIA spokesman Aidan Macdonald denounced the meeting as an "illegitimate process" because all the students who wanted to attend the meeting were unable to do so. He defended the students' willingness to "shut down the meeting" as the consequence of the university ignoring their concerns.

Jason MacDonald, meanwhile, pointed out that the meeting room had a fire code capacity of 75. The university simply could not accommodate a couple of hundred students. Instead, the administration asked the student groups to identify representatives to attend the meeting.

"They declined," said MacDonald, adding the rejection came with a threat that, if every student who wanted to could not attend the meeting, then "hundreds" of students would gather to "disrupt" the meeting.

"There is no way we can allow the university to be run by threats," he said. "When you get to the point where you have groups of students telling the administration, 'We intend to disrupt your operations,' that's frustrating because it interferes with people's efforts to focus their energies on making Carleton the best place it can be for students."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.